

ORDRES INSCRITS AU NOM DU GOUVERNEMENT

[Traduction]

LA LOI SUR LES ACCORDS DE BRETTON WOODS

MESURE MODIFICATIVE

La Chambre reprend l'étude de la motion de M. Hnatyshyn, au nom de M^{me} McDougall: Que le projet de loi C-30, tendant à modifier la Loi sur les accords de Bretton Woods, abroger la Loi sur l'Association internationale de développement et à modifier d'autres lois en conséquence, soit lu pour la 2^e fois et renvoyé au comité permanent des finances, du commerce et des questions économiques.

Mlle Aideen Nicholson (Trinity): Monsieur le Président, lorsque le débat a été ajourné plus tôt aujourd'hui, je précisais que les prêts accordés par la Banque internationale pour la reconstruction et le développement, connue également sous le nom de Banque mondiale, étaient conformes aux pratiques commerciales courantes. En 1960, on a créé l'Association internationale de développement, afin d'accroître les activités de la Banque mondiale dans les pays les moins développés du monde. Là encore, le Canada a été un membre fondateur. Les objectifs de l'Association internationale de développement sont généralement les mêmes que ceux de la Banque mondiale, mais comme son aide s'adresse aux pays les plus pauvres, les conditions des prêts sont moins strictes. Les pays à faibles revenus ne peuvent se permettre des prêts commerciaux ou les prêts quasi commerciaux de la Banque internationale pour la reconstruction et le développement, et ainsi les prêts octroyés aux pays membres par l'Association internationale de développement prévoient un délai de grâce de 10 ans, aucun intérêt et des frais de service peu élevés et ils s'étalent sur 50 ans.

La Société financière internationale a été créée en 1956, afin de favoriser le développement économique des pays moins développés en favorisant la croissance de leur secteur privé et en aidant à recueillir dans le pays même et à l'étranger les capitaux nécessaires à cette fin. Le projet de loi dont nous sommes saisis permettrait également à la Société d'emprunter au Canada aux mêmes conditions que la Banque mondiale. Suite à l'évolution du monde, les activités de la Banque mondiale ont changé également. Dans le passé, la Banque mondiale finançait des infrastructures comme des routes, des chemins de fer, des réseaux de télécommunications, des ports, des centrales électriques et le reste. Sa stratégie de développement actuelle met davantage l'accent sur les investissements qui peuvent avoir des répercussions directes sur le bien-être des pauvres des pays en voie de développement en les rendant plus productifs et en en faisant des partenaires actifs du développement.

Depuis 1980, la Banque met également en œuvre un programme de prêts destiné à favoriser les changements structurels. Ce programme a été élaboré à cause des graves problèmes économiques des pays du tiers monde. Il favorise certains changements de politique et des réformes institutionnelles visant à accroître l'efficacité de l'utilisation des ressources dans le pays client, et il établit par le fait même une base pour une croissance future tout en redressant dans une certaine mesure la balance des paiements.

Comme toute entreprise humaine, ce beau travail ne se fait pas toujours sans peine. Les règles de l'AID prévoient que, si les États-Unis n'assument toutes leurs responsabilités envers

Accords de Bretton Woods—Loi

l'AID, d'autres pays ne sont pas obligés de verser intégralement leur quote-part, c'est-à-dire qu'ils peuvent réduire leur contribution dans les mêmes proportions que les États-Unis. En 1982, les États-Unis ont très fortement diminué le montant de leur contribution. Si d'autres pays avaient emboîté le pas, les conséquences auraient été catastrophiques. Cependant, lors de la conférence de la Banque mondiale qui s'est déroulée en septembre de la même année, on est arrivé à la conclusion que le montant demandé par l'AID était justifié, et par conséquent d'autres pays se sont efforcés de combler les brèches.

J'ai eu l'honneur d'être déléguée à l'Assemblée générale de l'Organisation des Nations Unies en 1981. Lors de cette session de l'ONU, les divergences de vue entre la nouvelle administration américaine du président Reagan et certains pays en voie de développement sont apparues très clairement.

Ce conflit ne s'est pas réglé, et en septembre 1983, quand les discussions ont commencé aux réunions du FMI et de la BIRD à Washington sur le septième réapprovisionnement de l'Association internationale de développement, la contribution des États-Unis a été une fois de plus inférieure à ce qui était prévu. Certains représentants des États-Unis ont dit craindre que, si des pays en difficulté réussissaient à emprunter trop facilement, ils ne fassent pas le nécessaire pour rendre leur politique nationale plus efficace. D'un autre côté, les pays les plus pauvres, qui ont particulièrement souffert de la récession mondiale, se sont mis à réclamer avec beaucoup plus de virulence et de colère l'aide des pays industrialisés. Les gens des pays occidentaux avaient parfois du mal à comprendre ces revendications, parce qu'ils traversaient eux-mêmes une mauvaise passe.

On entend dire qu'un dialogue de sourds s'est établi entre ce qu'on appelle le Nord et le Sud, du fait que les pays industrialisés s'efforcent d'être moins généreux... Monsieur le Président, j'ai du mal à m'entendre moi-même. Est-ce que les députés à votre droite ne pourraient pas baisser le volume de leur conversation?

M. le vice-président: Je demanderais aux députés d'avoir l'obligeance d'écouter l'intervention de la députée.

Mlle Nicholson (Trinity): Je n'en demande pas tant, monsieur le Président. Ils peuvent poursuivre leur conversation, mais un peu plus à voix basse.

On a dit que les pays du Nord et du Sud se trouvaient maintenant engagés dans un «dialogue de sourds», car les pays industrialisés veulent donner moins d'argent en imposant plus de conditions et d'exigences tandis que les pays moins développés veulent plus d'argent à moins de conditions. Je pense que ceux d'entre nous qui ont voyagé dans les pays du tiers monde en reviennent généralement avec l'impression que ces derniers ont sûrement besoin de plus d'argent et de plus de conseils et d'aide sur la façon de l'utiliser à leur plus grand avantage.

Au fur et à mesure que le monde émerge de la récession, la reprise est particulièrement lente pour les pays à revenus moyens lourdement endettés et pour les pays pauvres de l'Afrique. Les problèmes actuels d'endettement et de pauvreté subsisteront certainement tant que l'apport de capitaux aux pays en voie de développement demeurera insuffisant, que les barrières douanières demeureront élevées et que les politiques nationales stériles demeureront inchangées.